La grève générale du 22 mars au Portugal a renforcé la lutte contre la Troïka et le gouvernement de droite PSD-CDS.

Le 22 mars, les ouvriers portugais ont été appelés à la première grève générale de l'année. Contrairement à la dernière, en novembre dernier, la grève n'a été appelée que par la centrale syndicale CGTP, l'UGT ayant cette fois choisi de ne pas la soutenir. La direction de l'UGT a ainsi signé un accord avec le gouvernement de droite (PSD/CDS) et le patronat, qui a mis en place de nouvelles attaques contre les salaires et les droits sociaux. En désaccord avec cette orientation, près de vingt syndicats affiliés à l'UGT ont quand même appelé à participer à la grève.

Depuis l'appel à la grève, deux mois après le congrès de la CGTP (durant lequel le secrétaire général a été remplacé après 25 ans de leadership), le gouvernement et les médias ont tout fait pour minimiser la grève, la désignant comme une action symbolique pour affirmer le nouveau leader tout récemment élu. Mais ses effets ont été bien réels et se sont fait ressentir surtout dans le secteur portuaire et dans les transports des grandes villes. Dans les autres secteurs, l'adhésion n'a pas été aussi forte que lors de la journée d'action de novembre, mais elle a été suffisante pour paralyser plusieurs usines et services publics.

Le 22 mars a été marqué par plus de 30 manifestations dans tout le pays et par la violence de la police – les images ont fait le tour du monde – contre les manifestants et journalistes dans le centre de Lisbonne. La même violence avait été enregistrée pendant la grève de novembre, des images des manifestants battus par la police ont été diffusées par les télés. Mais quatre mois plus tard, on n'a toujours pas le résultat de « l'enquête urgente » promise par le gouvernement.

Une austérité grandissante

Avec le plus grand taux de chômage jamais vu, plus de 2 millions de Portugais vivent en dessous du seuil de pauvreté. Les coupes budgétaires affectent aussi les aides sociales, augmentant encore les difficultés des ménages. La grande majorité des chômeurs n'ont simplement pas accès aux aides et avec l'augmentation du chômage de longue durée la situation va s'aggraver. Dans les services publics, la situation n'est pas meilleure. Dans les hôpitaux, on dénonce déjà le manque de matériel de base et le pic anormal de mortalité en février qui ne pourra être expliqué simplement par la grippe et le froid. L'autre raison en est que le gouvernement a introduit de nouvelles barrières à l'accès à la santé publique, comme l'augmentation des taxes – il y a quelques jours on a appris qu'un chômeur de 60 ans s'était vu demander 160 euros pour une biopsie de la prostate dans un hôpital public – ou la fin de la participation au transport pour les consultations, qui laissent sans moyen pour se déplacer beaucoup de personnes âgées pauvres vivant à des dizaines de kilomètres de l'hôpital.

À mesure que les effets des coupes s'intensifient et qu'augmente la spéculation sur l'imminence d'un futur prêt de la Troïka avec des taux d'intérêt prohibitifs, ce qui alourdira encore plus la dette et l'austérité, la conscience que ce cercle vicieux d'appauvrissement n'arrange pas les choses, gagne de plus en plus de monde. Le Premier ministre ne peut plus sortir dans les rues sans être hué et le président de la République a déjà été obligé de fuir les manifestations. Mais il manque encore la perspective de donner une expression politique à ce mécontentement et de mobiliser sur une alternative. Cette grève générale a été un pas de plus dans cette direction.

Publié dans : ***Hebdo Tout est à nous !*** **142 (29/03/12)**

Traduction : Lili Gonçalves.